
REMPLACEMENT PARTIEL DES MENUISERIES EXTERIEURES RUE FERNAND HAINAUT

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E.)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.) N° CONSULTATION GD MAR 24.001.01

Maître d'ouvrage :	ISAE-SUPMECA 3 rue Fernand Hainaut 93400 Saint-Ouen-sur-Seine	Tél. : 01 49 45 29 00 Email : service.financier@isae-supmeca.fr
Assistant Maître d'Ouvrage	Florence Dalibard 53 boulevard de Sébastopol 75001 Paris	Tél. : 01.45.08.56.08 Email : florence@dalibard.fr
Architecte	Daniel CLERIS 9 rue du Colonel Rozanoff 75012 Paris	tél. : 01.48.78.37.50 Email : contact@cplusd.fr
BET TCE	ECB 18, avenue Jean-Jaurès 35400 Saint-Malo	tél. : 02.99.56.73.73 Email : stmalo@ecb35.fr
Économiste	SEREB CONCEPTION 61-65 avenue Gabriel Péri 92600 Asnières-sur-Seine	Tél. : 01 42 70 26 18 Email : sereb.cp@gmail.com
Acousticien	GENERAL ACOUSTICS 159 rue Lafayette 75010 Paris	Tél. : 01 48 03 03 40 Email : bet@general-acoustics.fr
Pilote OPC	O2P 577 rue de la Croix Verte 60600 Agnetz	Tél. : 03 44 27 47 89 Email : sdescateaux@o2p.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1- OBJET DU MARCHÉ	4
1.2- FORME DU MARCHÉ	4
1.3- INTERVENANTS	4
1.4- DIVISION EN LOTS	4
1.5- SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
2.1- PIÈCES PARTICULIÈRES	6
2.2- PIÈCES GÉNÉRALES	6
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX- RÈGLEMENT DES ACOMPTES.....	7
4.1- REPARTITION DES PAIEMENTS	7
4.2- CONTENU DES PRIX	7
4.3- ÉTABLISSEMENT DES FACTURES	7
4.3.1- <i>Règlement.....</i>	7
4.3.2- <i>Envoi de la demande de paiement</i>	8
4.4- MODALITÉS DE PAIEMENT	8
4.5- DÉCHÉANCE QUADRIENNALE	9
4.6- VARIATION DANS LES PRIX	9
4.6.1- <i>Mois d'établissement des Prix du marché.....</i>	9
4.6.2- <i>Modalités d'actualisation des prix</i>	9
4.6.3- <i>Paieement des cotraitants et des sous-traitants</i>	9
A - Désignation des sous-traitants en cours de marché	9
B - Modalités de paiement direct.....	10
C - Autoliquidation de la TVA	10
ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION	10
ARTICLE 6 - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS POUR LE RETARD DANS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	10
6.1- DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	10
6.2- PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION	11
6.3- PÉNALITÉS POUR RETARD	11
6.3.1- <i>Dépassement du délai global ou partiel.....</i>	11
A - Retenues provisoires	11
B - Pénalités	12
6.3.2- <i>Retard ou absence à un rendez- vous.....</i>	12
6.3.3- <i>Retard pour non-transmission de documents demandés lors de l'exécution du marché</i>	12
6.4- REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	12
6.5- DÉLAIS ET RETENUE POUR REMISE DE DOCUMENTS APRÈS EXÉCUTION	13
ARTICLE 7 - CLAUSES DE FINANCEMENT	13
ARTICLE 8 - GARANTIES	14
ARTICLE 9 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES – PROVENANCE – QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET DES PRODUITS	14

ARTICLE 10 -PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	15
10.1- CALENDRIER DEFINITIF ET DETAILLE D'EXECUTION DES TRAVAUX :	15
10.2- MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	15
10.3- ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	15
10.3.1- <i>Installations de chantier</i>	15
10.3.2- <i>Propreté du chantier</i>	15
ARTICLE 11 -CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES MATÉRIAUX	16
11.1- ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX :	16
11.2- RECEPTION :	16
11.2.1- <i>Généralités</i>	16
11.2.2- <i>Levée de réserves</i>	16
11.3- DELAI DE GARANTIE :	17
11.4- ASSURANCES	17
ARTICLE 12 -DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE.....	17
ARTICLE 13 -RÉSILIATION DU MARCHÉ	18
ARTICLE 14 -ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	18
ARTICLE 15 -DÉROGATIONS AU CCAG	19

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1- Objet du marché

La présente consultation a pour objet des travaux de changement des menuiseries extérieures du premier et second étage sur la façade principale de l'école, rue Fernand Hainaut.

La description des prestations attendues et leurs spécifications sont précisées dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières du lot 1.

1.2- Forme du marché

Le présent marché public est qualifié de marché public de travaux. Il est régi par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009.

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, avec possibilité de négociation, encadrée par l'article R2123-1 du code de la commande publique dans laquelle l'acheteur a déterminé librement les modalités de la procédure, dans le respect des principes de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

1.3- Intervenants

- Personne Publique

ISAE-SUPMECA
3 rue Fernand Hainaut
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

- Entreprise titulaire

Il s'agit de celle retenue dans le respect des dispositions relatives à la réglementation applicable aux marchés publics.

Le titulaire est tenu de notifier par écrit immédiatement à la Personne Publique les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise titulaire
- A la forme de cette entreprise
- A sa raison sociale ou à sa dénomination
- A l'adresse de son siège
- A son capital

1.4- Division en lots

Sans objet

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.5- Sous-traitance

Conformément aux articles 133 à 137 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 3.6 du CCAG - Travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

L'acceptation et l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché.

Dans ce dernier cas, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance; si cette entreprise est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entreprises groupées.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration de sous-traitance.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par la personne habilitée à engager le marché :
 - de ne pas tomber sous le coup d'une des interdictions de soumissionner aux marchés publics prévues par les dispositions des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005, dûment datée et signée par la personne ayant pouvoir d'engager le soumissionnaire.
 - d'avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales dans les conditions définies à l'article 8 4° de l'ordonnance 2005-643 du 6 juin 2005
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 11.5 ci-après.

NB – Les pièces rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Le paiement des sous-traitants se fera selon les dispositions des articles 135 et 136 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les cessions ou nantissement de créance se feront selon les dispositions de l'article 137 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2.1- Pièces particulières

Par ordre de priorité et de prévalence en cas de contradiction des pièces :

- L'acte d'engagement (AE), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- La décomposition du prix globale et forfaitaire ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé au sein des archives de l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et l'ensemble des pièces graphiques MOE, dont l'exemplaire conservé au sein des archives de l'administration fait seul foi ;
- Le calendrier définitif et détaillé d'exécution des travaux, approuvé par le Pouvoir Adjudicateur et notifié au titulaire, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le planning général prévisionnel, servant de référence à l'élaboration du calendrier définitif et détaillé d'exécution des travaux, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le mémoire technique, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

2.2- Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article "Variation dans les prix".

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales Travaux de bâtiment.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 8 septembre 2009.
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation

Ces pièces générales sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes au dossier de consultation.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ

Les marchés prendront effet à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux et s'achèveront à l'issue de l'exécution complète des prestations.

Les travaux auront une durée de réalisation maximum de 6 mois et demi (période de préparation comprise). La durée de la période de préparation est fixée à 3,5 mois incluant

la commande et le stockage des menuiseries et prenant compte une interruption d'accès au site relative au JO a priori prévue du 15/06 au 15/09/2024.

A titre indicatif, le démarrage de la période de préparation est envisagé début juin 2024, la réception des travaux devra intervenir impérativement avec la fin de l'année 2024, le 20 décembre au plus tard.

ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX- RÈGLEMENT DES ACOMPTES

4.1- Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entreprise titulaire de chaque lot, à ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

4.2- Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du lot considéré seront réglées par application du prix global et forfaitaire mentionné à l'Acte d'Engagement.

Les situations de travaux seront libellées en 3 exemplaires au nom du Maître d'Ouvrage et devront parvenir chez le Maître d'œuvre, le 15 de chaque mois pour vérification.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres.

Les prix des marchés sont des prix hors TVA.

Les prix sont réputés comprendre, en outre, les sujétions précisées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

L'Entrepreneur sera toujours tenu de mener jusqu'à l'achèvement tous les travaux du marché qui lui auront été attribués y compris ceux non décrits mais nécessaires au complet achèvement de la prestation et à sa parfaite utilisation, compte tenu des dispositions demandées par les diverses lois, arrêtés et décrets en vigueur.

L'Entrepreneur devra évacuer tous les gravats et nettoyer les locaux pour les rendre dans un parfait état de propreté conformément aux CCTP. Au cas où cette disposition ne serait pas remplie, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire nettoyer les locaux par une personne de son choix. Les frais en résultant seront déduits par le Maître d'Ouvrage du règlement des travaux par ailleurs dus.

4.3- Établissement des factures

4.3.1- Règlement

Les factures afférentes au paiement seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- l'objet du marché
- le numéro de référence de la situation
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement,
- le numéro et la date du marché,
- le sous-détail des prestations réalisées,
- le montant hors TVA
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date de la facturation,
- le n° SIRET.

Les paiements seront effectués à terme échu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, après vérification des factures et suivant les règles de la comptabilité publique. La demande de paiement est à adresser pour validation à :

Daniel Cléris architectes
9, rue du Colonel Rozanoff
75012 Paris

Les factures seront accompagnées, pour la première facture, d'un relevé d'identité bancaire comprenant l'IBAN complet. Lors de la première demande de paiement, qu'il s'agisse de l'avance ou de la première situation, le titulaire devra impérativement présenter une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire. Dans le cas contraire, la retenue de garantie de 5% du marché s'appliquera automatiquement, conformément à l'article 8.

4.3.2- Envoi de la demande de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

La remise des factures, conformément au CCAG, est faite par lettre recommandée avec avis de réception postal ou contre récépissé dûment daté.

4.4- Modalités de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées dans le délai global fixé au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement du titulaire par le maître d'œuvre.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le comptable assignataire du paiement est :

Isae-Supméca
Service Financier
3 rue Fernand Hainaut 93407 Saint Ouen

4.5- Déchéance Quadriennale

En application de la loi de finance n° 68.1250 applicable aux créances de l'État, des départements, des villes et leurs établissements publics, les créances qui n'auraient pu être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de quatre années à partir de l'exercice suivant auquel elles appartiennent, seront déclarées prescrites et définitivement éteintes au profit de la Communauté de Communes Val d'Or et Forêt.

4.6- Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réglées par les stipulations ci-après :

4.6.1- Mois d'établissement des Prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro. Pour ce qui concerne le présent marché, le mois zéro est le mois de remise de l'offre : MAI 2024

4.6.2- Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont fermes. Néanmoins, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date d'établissement des prix et celle du début d'exécution des prestations, les prix pourront être actualisés par l'application de la formule ci-dessous :

➤ Formule d'actualisation :

Conformément à l'article 10.4 du CCAG « Travaux », l'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(m-3) / I(o)$$

Dans laquelle $I(o)$ et $I(m-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois $m-3$ (date antérieure de 3 mois au mois m de début d'exécution des prestations) par l'index de référence I du marché.

A titre d'exemple, si le mois m de début d'exécution des prestations est le mois de janvier, le mois $m-3$ sera le mois d'octobre de l'année précédente.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

➤ Choix des indices de référence :

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché correspond aux indices suivants :

Lot	Désignation	Index de référence
1	Menuiseries extérieures Bois	BT43

Les index sont publiés au Bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des Travaux Publics.

4.6.3- Paiement des cotraitants et des sous-traitants

A- Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 1.5 du présent CCAP.

B- Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au poste assigné à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

C- Autoliquidation de la TVA

Une autoliquidation de la TVA est applicable depuis le 1er janvier 2014 pour la sous-traitance du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour un donneur d'ordre assujéti à la TVA. La TVA sur les travaux de construction effectués par un sous-traitant doit désormais être payée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants sont désormais exonérés de la déclaration et du paiement de la TVA due dans ce cadre.

ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION

Les opérations de vérification et d'admission seront menées conformément aux demandes du Pouvoir Adjudicateur. Elles seront à la charge du titulaire.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Travaux s'appliqueront. Cependant, par dérogation à l'article 24.1 du CCAG, à défaut d'indication dans le marché ou dans les normes, les modes opératoires à utiliser seront définis par le Maître d'Ouvrage.

Par ailleurs, contrairement aux stipulations de l'article 24.7, les essais et épreuves que le maître d'ouvrage exécute ou fait exécuter seront à la charge du titulaire.

ARTICLE 6 - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS POUR LE RETARD DANS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX**6.1- Délais d'exécution des travaux**

Le marché prendra effet à compter de la date de sa notification et ce, jusqu'à l'exécution complète des prestations.

A titre indicatif, le Maître d'ouvrage a estimé que les travaux s'étaleront sur une durée de 6 mois 1/2 maximum, période de préparation comprise.

La durée de la période de préparation est fixée à 3,5 mois incluant la commande et le stockage des menuiseries et prenant compte une interruption d'accès au site relative au JO a priori prévue du 15/06 au 15/09/2024.

Si le titulaire propose un délai inférieur, celui-ci s'appliquera.

6.2- Prolongation des délais d'exécution

Les dispositions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Ainsi, notamment, en application de l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, en dehors des cas prévus aux articles 19.2.2 et 19.2.3, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Le délai d'exécution des travaux supplémentaires est compris dans le délai global d'exécution des études et des travaux sauf disposition contraire de l'ordre de service ou, le cas échéant, de l'avenant.

En vue de l'application de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le maître d'œuvre ou l'OPC.:

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou document de référence
Pluie	15 mm	Entre 6 heures et 18 heures	Météo nationale
Neige	5 cm	Entre 6 heures et 18 heures	Météo nationale
Gel	-5°C à 8 heures sous abri	Et encore inférieure à -2°C à 10 heures	Météo nationale
Vent	60 km/h		Météo nationale

L'entrepreneur devra produire les bulletins de la station météo la plus proche et les relevés diffusés par la Fédération française du bâtiment. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

La prolongation du délai d'exécution pour intempéries n'autorise en aucun cas une augmentation du montant du marché.

6.3- Pénalités pour retard

6.3.1- Dépassement du délai global ou partiel

A- Retenues provisoires

Au cas où l'ensemble des travaux ou l'une quelconque des tâches objet du marché et définies au planning d'exécution ne seraient pas terminés à la fin du délai qui est imparti, il pourra être appliqué à l'entreprise une retenue journalière de 5/1000 (cinq pour mille) du montant hors taxes de son marché, par jour calendaire de retard.

Cette retenue est applicable sans mise en demeure préalable par le seul fait de la constatation du dépassement du délai ou de la date prévue pour l'achèvement de la tâche et jusqu'à la constatation contradictoire de l'achèvement effectif de l'ensemble des travaux de cette tâche.

Ces retenues pourront être également appliquées aux tâches à exécuter après réception.

Les retenues seront déduites, de la ou des situations mensuelles, par le Maître d'ouvrage. Ces retenues seront provisoirement déduites de la situation mensuelle de travaux du mois ou les retards sont constatés et ce, sans avertissement ni aucune formalité préalable.

Les sommes ainsi retenues pourront être éventuellement utilisées lors de retards graves, pour la mise en œuvre de moyens particuliers destinés à remettre l'avancement des travaux en conformité avec le planning d'exécution.

Si le délai global de réalisation du lot 1 est respecté, les retenues provisoires appliquées seront remboursées au titulaire, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire est tenu d'appliquer les mesures alternatives qu'il aura proposées au sein de son offre en cas de constatation d'un retard. Ces mesures sont réputées incluses dans le prix global et forfaitaire indiqué à l'Acte d'Engagement.

B- Pénalités

Les pénalités encourues pourront être exigées par le Pouvoir Adjudicateur quel que soit leur montant.

Les pénalités pour retard sont applicables, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Pour tout dépassement du délai contractuel, il pourra être appliqué à l'entreprise une pénalité de 3/1000 (trois pour mille) du montant HT de son marché, par jour calendaire de retard.

6.3.2- Retard ou absence à un rendez- vous

Des pénalités particulières pourront être appliquées à l'entrepreneur qui n'assiste pas, ou ne se fait pas représenter par un délégué qualifié aux rendez-vous de chantier ou réunion d'étude auquel il a été convoqué ou qui arrive en retard.

Elles s'élèveront à 100 euros HT par absence et à 20 euros HT pour un retard supérieur à une demi-heure.

Le montant correspondant sera versé au titre "Recette par absence ou retard".

6.3.3- Retard pour non-transmission de documents demandés lors de l'exécution du marché

Des pénalités particulières pourront être appliquées à l'entrepreneur qui ne remet pas les documents demandés par la maîtrise d'ouvrage ou qui sont remis en retard.

Elles s'élèveront à 80 euros HT par manquement et à 100 euros HT pour un retard supérieur à une journée.

Le montant correspondant sera versé au titre "Recette par absence ou retard".

6.4- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les modalités de nettoyage du chantier sont détaillées au sein des CCTP.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, sans délai, l'Entrepreneur devra avoir fini de procéder aux dégagements, nettoyages et remises en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront exécutées aux frais de l'Entrepreneur par une entreprise désignée par le maître d'ouvrage, après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R.

Ces frais de nettoyage viendront en déduction du mémoire présenté par l'Entreprise.

6.5- Délais et retenue pour remise de documents après exécution

En cas de retard dans la remise des documents cités ci-dessous et visés aux CCTP ainsi que les documents visés à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à 200 euros HT pourra être opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du CCAG sur les sommes dues à l'Entrepreneur.

Rappel des documents à fournir par l'entreprise (conformément aux CCTP) :

- DOE (Dossier des Ouvrage Exécutés),

Ces documents (plans de récolement, notices, note de calcul, schémas) seront remis au Maître d'ouvrage par le titulaire en 4 exemplaires sur support papier et un exemplaire sur support CDROM ou clé USB (DWG et PDF, Excel, Word). Tous ces documents seront fournis en classeur (avec répertoire, intercalaires indexés et chemise support de plans). Les plans et schémas seront réalisés obligatoirement en DAO, au format DWG, et de préférence sur AUTOCAD 2010.

ARTICLE 7 - CLAUSES DE FINANCEMENT

Conformément à l'article 110 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une avance sera versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement, dès lors que le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 Euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de cette avance est fixé à 5% du montant initial, selon l'article 110 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80,00 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de l'article 111 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour le versement de l'avance, si le titulaire du marché remplit lui-même les conditions pour bénéficier d'une avance.

Lorsque le paiement est fait sur différents comptes, le montant de l'avance à verser à chacun des cotraitants est calculé en fonction de sa part du marché.

En cas d'acceptation de l'avance, cette dernière ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévue aux articles 122 à 124 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Toutefois, si les deux parties en sont d'accord, cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 8 - GARANTIES

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5 % du montant initial du marché toutes taxes comprises, en application des articles 122 à 124 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, augmentée, le cas échéant, du montant des avenants.

Cette retenue peut être remplacée au gré du titulaire, dans les conditions fixées à l'article 123 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire. Cette garantie doit être constituée en totalité et présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant à la demande d'avance ou la première situation. En cas d'avenant ou de décision de poursuivre, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où cette garantie ne serait pas constituée, ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd, jusqu'à la fin du marché, la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

ARTICLE 9 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES – PROVENANCE – QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET DES PRODUITS

Le CCTP ou l'ordre de service fixe la provenance des matériaux, produits, fournitures et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché.

Le CCTP peut définir les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits, fournitures et composants de construction à mettre en œuvre dans l'exécution des travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier. Les vérifications de qualité sont assurées par un bureau de contrôle désigné par le Maître d'ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en plus de ceux définis par le marché. Ces essais et vérifications seront à la charge des entreprises titulaires des lots concernés.

ARTICLE 10 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

10.1- Calendrier définitif et détaillé d'exécution des travaux :

Le planning remis avec l'offre sert de base au maître d'ouvrage pour établir le calendrier définitif et détaillé d'exécution, en concertation avec le titulaire du marché de travaux. Ce calendrier sera ensuite notifié par ordre de service au titulaire du lot. Jusqu'à l'intervention d'un accord, le planning estimatif prévisionnel remis par le titulaire au sein de son offre s'applique.

L'Entrepreneur devra proposer en temps utile les adjonctions ou modifications qu'il y aura lieu d'apporter à ce calendrier pendant la durée des travaux.

Pour l'établissement du calendrier définitif et détaillé d'exécution des travaux et pour l'organisation du chantier, l'entreprise tiendra compte des suggestions des prescriptions communes et du CCTP propre au lot soumissionné.

Ce calendrier sera éventuellement ajusté lors des réunions de chantier et devra être corrigé conformément à l'exécution des travaux pour figurer au récolement.

10.2- Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

10.3- Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Le titulaire du lot 1 se conformera aux règles de sécurité et d'hygiène. Il devra détailler ses procédures de mise en œuvre, même en l'absence d'un PGC (Plan Général de Coordination) établi par le coordonnateur SPS. Il rédigera malgré tout son P.P.S.P.S.

10.3.1- Installations de chantier

Les installations de chantier doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des ouvriers.

Les lieux éventuellement mis à la disposition par le maître de l'ouvrage pour les installations de chantier doivent être remis en état avant l'expiration du délai global d'exécution de l'ensemble de l'opération.

10.3.2- Propreté du chantier

L'entrepreneur a à sa charge l'ensemble des frais le concernant, et notamment le nettoyage du chantier.

L'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux.

L'entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses déchets jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre, puis du transport à la décharge publique.

Outre l'application des pénalités visées à l'article 6 ci-avant, dès que les opérations de nettoyage atteignent un retard de deux jours, le maître d'œuvre en concertation avec le Maître d'ouvrage peut, sans mise en demeure, faire procéder aux opérations de nettoyage par tout entrepreneur de son choix, les frais en résultant étant supportés par l'entrepreneur.

ARTICLE 11 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES MATÉRIAUX

11.1- Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux :

Tous les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrages sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur.

Si les résultats obtenus ou escomptés ne sont pas positifs, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés à l'entrepreneur sont entièrement à sa charge.

Dans l'hypothèse où il est demandé à l'entrepreneur des essais ou/et contrôles en sus de ceux définis par les C.C.T.P. : si ces essais ou/et contrôles sont effectués :

- par l'entrepreneur, ils ne sont pas rémunérés ;
- par un tiers, ils sont rémunérés directement par l'entrepreneur.

Dans les deux cas, si ces essais ou/et contrôles s'avèrent négatifs ou défectueux, ils seront mis à la charge de l'entrepreneur défaillant ainsi que tous autres essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

11.2- Réception :

11.2.1- Généralités

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Elle prend effet à la date de cet achèvement. Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Il établira le procès-verbal de réception et le remettra à l'Entrepreneur qui le joindra au mémoire correspondant.

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies.

Le délai maximal dans lequel le Maître d'ouvrage doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à VINGT (20) jours à compter de la date de réception de la lettre de l'Entrepreneur l'assurant de l'achèvement des travaux.

11.2.2- Levée de réserves

Le délai fixé à l'entrepreneur pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves mentionnées à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie, est notifié par le Maître d'ouvrage.

11.3- Délai de garantie :

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G « Travaux ».

11.4- Assurances

Dans un délai de 8 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

ATTENTION : Aucun règlement ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.

Tous au long de l'exécution des prestations prévues au marché, le titulaire devra être couvert par les assurances précitées et devra le justifier par la production des attestations correspondantes.

ARTICLE 12 - DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Le titulaire, déclarant détenir sur les résultats les droits nécessaires pour ce faire, cède au Maître d'ouvrage, selon les modalités ci-après définies, les droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale relatifs aux reportages photos qu'il réalisera.

Le cédant certifie que lesdits droits patrimoniaux n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers.

Il cède au Maître d'ouvrage les droits patrimoniaux attachés à ces photographies et notamment les droits : de reproduction, de représentation, d'utilisation et de diffusion. Il est expressément précisé que les droits ainsi cédés portent également sur les titres ; la cession des droits est consentie pour les activités commerciales et non commerciales de la CC Val d'Or et Forêt et de ses partenaires, notamment la diffusion, l'aide à la connaissance, ainsi que l'exploitation commerciale par des partenaires privés.

La présente cession est consentie pour les modes d'exploitation suivants :

- imprimé (brochure, programme, catalogue, magazine, dossier de presse, livre ...)
- affiche, affichette
- site internet et intranet
- projection sous format vidéo
- mail
- magazine municipal
- magazines
- application pour smartphone, tablette ou toute autre application
- mise à disposition des fichiers, sous forme de copies sur cédéroms, dévéderoms ou un autre support de stockage auprès du public et des services de la CC Val d'Or et Forêt.

Les droits sont également cédés pour une exploitation sous des formes non prévisibles ou non prévues à la date du présent contrat ; dans le cas d'une telle exploitation, le cédant percevra une participation à hauteur de 1% des recettes provenant de cette exploitation.

La présente cession est consentie pour tous pays, pour la durée légale de la protection du droit d'exploitation et à titre exclusif.

En vertu de la présente cession, la CC Val d'Or et Forêt est entièrement subrogée dans tous les droits du cédant attachés aux photographies et définis ci-dessus. Elle pourra les aliéner, en concéder des licences et poursuivre tout contrefacteur, même pour des faits antérieurs à la cession et non prescrits.

La part des recettes provenant de l'exploitation ou de la vente des photographies allouée au cédant est incluse dans le prix du présent marché, conformément à l'article L.131-4 du code de la propriété intellectuelle.

Le cédant s'interdit d'exploiter les droits patrimoniaux ainsi cédés et de créer ou faire créer tout ce qui pourrait en constituer une contrefaçon ou une imitation.

Le cédant garantit à la CC Val d'Or et Forêt l'exercice paisible des droits cédés au titre du présent marché. Il certifie que les droits n'a fait à ce jour l'objet d'aucune contestation. Au cas où une contestation concernant les droits sur les résultats serait émise par un tiers, le cédant s'engage à apporter au cessionnaire, à sa première demande, tout son appui judiciaire.

La Personne Publique peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié en application de l'article 46 du CCAG.

En cas d'exécution partielle ou insatisfaisante des prestations par le titulaire et après mise en demeure restée infructueuse adressée à celui-ci, la CC Val d'Or et Forêt peut décider de mettre fin au présent marché sans indemnités.

Le Maître de l'Ouvrage pourra en cas de besoin faire intervenir ses ouvriers de régie ou commander les travaux à une entreprise de son choix aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14 - ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile de la Personne Publique :

Tribunal Administratif de Montreuil.
7 rue Catherine Puig 93558 Montreuil Cedex
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
Téléphone : +33 1 49 20 20 00
Site : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 15 - DÉROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 « Pièces constitutives du marché et parties contractantes » déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux
- L'article 5 « Opérations de vérifications et d'admission » déroge aux articles 24.1 et 24.7 du CCAG Travaux.
- L'article 6.1 « Délais d'exécution des travaux » déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux.
- L'article 6.3.1 « Dépassement du délai global ou partiel » déroge à l'article 20.4 du CCAG Travaux.
- L'article 6.5 « Délais et retenues pour remise des documents après exécution » déroge à l'article 40 du CCAG Travaux.
- L'article 8 « Garanties » et l'article 208 « garanties » du CCTP relatif au lot n°1 dérogent partiellement à l'article 44.1 du CCAG Travaux.
- L'article 10.1 « Calendrier définitif et détaillé d'exécution des travaux » déroge à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux.
- L'article 10.3 « Organisation, sécurité et hygiène des chantiers » déroge à l'article 37.2 du CCAG Travaux.
- L'article 11.1 « Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux » déroge à l'article 38 du CCAG Travaux.